



[CLIQUEZ ICI POUR LA VIDEO](#)

Lundi 12 mars 2012, Cour Suprême Anosy. A la sortie de la [cérémonie officielle de prestation de serment des nouveaux membres de la CENI-T](#), le Président de la Transition a répondu à trois questions précises aux journalistes présents.

En ce qui concerne la Commission électorale nationale indépendante de la Transition ou CENI-T :

« L'opposition a toujours demandé une nouvelle Transition, et nous avons maintenant une nouvelle Transition. C'est déjà un grand pas. Nous avons également déclaré une nouvelle CENI et nous avons pu mettre en place la CENI pour la Transition. Alors, on peut maintenant dire que nous sommes en marche vers l'organisation des élections. Les Nations Unies vont bientôt, dans une ou deux semaines au plus tard, dépêcher des experts internationaux afin d'évaluer les besoins électoraux de Madagascar. Il faut maintenant que la population s'exprime à travers les élections. Les politiciens ont largement parlé, ils ont tant occupé la scène politique. Maintenant, je pense que c'est au peuple de choisir ses dirigeants ».

A propos de la loi d'amnistie :

« Nous savons tous que l'Amnistie est une Loi et une Loi ne se confectionne pas en quelques jours. C'est pour cette raison que nous avons fait appel aux experts de la SADC et des Nations Unies afin qu'ils puissent nous éclaircir sur les sujets qu'ils maîtrisent. Les experts sont donc là pour nous aider à éclaircir les points qui divisent la classe politique. Nous sommes un pays souverain. Ces experts ne font qu'apporter des suggestions ».

Son avis sur les grèves actuelles :

« Posons la question suivante : qui a intérêt à bloquer le processus? Nous, nous avons la volonté de sortir Madagascar de la crise. Aujourd'hui, si ces tensions concrètes sont là, c'est pour déstabiliser et bloquer le pays. Ainsi, je lance un appel au patriotisme de tout un chacun pour agir pour le bien du peuple malagasy ».

Recueillis par Jeannot Ramambazafy